

**Les maquettes sont remontées ?
Demandez donc comment elles seront financées.**

On croyait avoir tout dit sur la réforme dite de la « mastérisation de la formation des enseignants », avoir annoncé ses pires effets à venir, sans être jamais déçu dans ses prévisions, eh bien ce n'était rien encore !...

On se disait que la mise en place en était opaque et bien peu démocratique, menée par quelques personnes dans chaque UFR et par les équipes présidentielles, mais que cela se justifiait en raison du combat mené : on aurait redouté une résistance prolongée.

Ce n'était pas faux, car résistance il y a, de la part des enseignants-chercheurs, des IUFM, des collègues du secondaire et des parents d'élèves. Toutefois, la vraie raison de ce traitement de la mastérisation n'est pas là, comme cela apparaît de plus en plus clairement au fur et à mesure que le temps passe, que les examens se tiennent et que la vérité commence à apparaître.

L'absolu scandale de la « réforme » en cours est en effet double : non seulement elle détruit la formation des enseignants, ce qui est clair depuis longtemps ; mais elle a aussi pour conséquence de détruire les masters universitaires et en particulier la place de la recherche en leur sein quelle que soit la solution choisie (parcours, spécialité,...) : aucun n'est anodin pour des raisons liées à l'architecture des masters mais aussi à leur financement.

La question du financement, sans cesse esquivée, se pose en effet aujourd'hui de manière toujours plus aiguë et le Ministère doit répondre à une question centrale : son but est-il aussi de faire des économies sans fin sur le dos des futurs élèves, sur le dos des étudiants actuels et sur le dos des enseignants-chercheurs, ou bien cette « réforme » sera-t-elle financée et l'élaboration de projets moins destructeurs que d'autres sera-t-elle favorisée?

Quelles sont les données du problème ?

- Le financement des préparations au CAPES était assuré jusqu'à maintenant par des lignes IUFM. Or, l'arrêt du financement de ces derniers remet aujourd'hui en cause ces préparations, ce que certaines universités non intégratrices d'IUFM commencent à dire ouvertement (voir notamment <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article3747>).

- En réalité, la question n'est pas différente pour les universités intégratrices mais pour l'instant le rideau de fumée des « conventions » à établir masque la réalité. Plus pour longtemps.
- La ligne « agrégation » n'est pas prévue par les normes SYMPA et, en théorie, le financement devrait entièrement avoir lieu dans le cadre du L.M.D. Là aussi le ministère est bien silencieux : comment va-t-on la financer ? Notamment dans certaines disciplines, où il y avait une mutualisation partielle des cours entre CAPES et agrégation (histoire, langues)... Quel sera le statut de ceux qui devront passer les concours plus d'une fois ? Comment leur formation sera-t-elle financée ?
- On comprend dès lors que se mettent en place ici ou là, notamment à destination des étudiants déjà titulaires d'un master et souhaitant (re)passer le concours, des Diplômes d'Université (D.U.), dont le financement est assuré par les seules universités ce qui entraînera quasi mécaniquement des frais d'inscription élevés, ou plus généralement des modules optionnels payants à l'intérieur des parcours masters. Seuls les étudiants issus de catégories sociales aisées pourront donc à terme préparer les concours de recrutement dans les universités, sauf à s'endetter lourdement.
- Du coup, l'effet sur la recherche dans les universités est immédiat : non seulement en contraignant le plus possible à une formation des enseignants en deux ans, on tue la formation par et pour la recherche, ce qui a déjà été démontré ; non seulement on vide les masters recherches en sciences humaines, ce qui sera bientôt évident ; mais, et la chose est nouvelle et glaçante, **le nombre d'heures non financées en raison du non-financement des IUFM et du non-financement de la formation des enseignants va se répercuter sur les autres formations** (à la recherche, spécialisées, etc.)
- Quel sera l'effet de tout ceci sur les services des collègues ? C'est encore (volontairement) flou... Quel sera l'effet sur les personnels des IUFM ? Cela est de moins en moins flou...

Aujourd'hui, nous ne pouvons nous satisfaire des propos lénifiants de la CPU qui feint de critiquer la réforme pour mieux la mettre en place en fermant les yeux sur ses effets à court et moyen terme. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche et la CPU doivent des explications claires aux universitaires et aux étudiants : après avoir détruit la qualité de la formation des enseignants, s'apprêtent-ils à entériner la destruction des masters, de la recherche et de nos conditions de travail à tous ?

Dans ce cadre, avons-nous intérêt à mettre en place les conditions de notre destruction et à aider les quelques experts gestionnaires qui feignent de découvrir aujourd'hui ce qu'ils savent depuis longtemps ? Ou bien avons-nous intérêt à proposer les meilleures formations possibles dans un cadre contraint, en réclamant des financements dont personne ne nous a dit officiellement qu'ils étaient supprimés, voire des moyens supplémentaires qui permettrait une véritable amélioration de la formation des enseignants ?

SLU demande à l'ensemble des collègues concernés d'interpeller leurs autorités de tutelle sur ces questions cruciales et de les mettre en face de leurs responsabilités.

Sauvons l'Université !